

**Unité Départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse**

Bar-le-Duc, le 27 novembre 2024

Division de Bar le Duc

Parc Bradfer – CS 70542

14 Rue Antoine Durenne

55 013 Bar-le-Duc Cedex

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12 novembre 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EMC2**

Nid de Cygne  
55 100 Bras-Sur-Meuse

Références : FL/585-2024

Code AIOT : 0006200807

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 novembre 2024 dans l'établissement EMC2 implanté : 55 160 Fresnes-en-Woëvre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EMC2
- 55 160 Fresnes-en-Woëvre
- Code AIOT : 0006200807
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le silo de Fresnes-en-Woëvre de la société EMC2 est utilisé comme silo de stockage et permet de rassembler les céréales stockées dans les silos de proximité avant leur expédition.

**Thèmes de l'inspection :**

- ATEX
- Risque surpression/projection suite à explosion

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Vérification des mises à la terre	Arrêté Préfectoral du 25 octobre 1999, article 12.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Nettoyage	Arrêté Préfectoral du 25 octobre 1999, article 12.4	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 25 octobre 1999, article 12.1	Sans objet
3	Bandes des transporteurs non propagatrices de flamme	Arrêté Préfectoral du 25 octobre 1999, article 7.4	Sans objet
4	Contrôleurs de déport de bande	Arrêté Préfectoral du 25 octobre 1999, article 12.8	Sans objet
5	Asservissement des élévateurs	Arrêté Préfectoral du 25 octobre 1999, article 12.7	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence l'existence d'une prescription figurant dans l'arrêté d'autorisation dont l'exploitant n'avait pas connaissance. Il lui a donc été demandé de fournir le justificatif du respect de cette prescription ou s'il le juge nécessaire, la demande de sa modification au Préfet.

La présence de poussière en quantité importante sur les parois verticales des cellules (difficilement accessibles) a été relevée et nécessite le nettoyage de l'ensemble des capacités de stockage. Il est également demandé à l'exploitant de revoir sa périodicité de nettoyage pour ces parties, qui bien que difficilement accessibles, nécessitent davantage d'attention, ceci afin d'éviter l'accumulation trop importante de poussières, susceptible d'augmenter les risques d'auto-échauffement et d'explosion.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Consignes de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25 octobre 1999, article 12.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des silos et à la remise en service de ceux-ci en cas d'incident grave ou d'accident. [...]
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'exploitant a fourni à l'inspection des installations classées les procédures d'exploitation des installations en marche normale, suite à l'arrêt ou l'entretien des silos et suite à la remise en service de ceux-ci.  Il a également fourni les consignes de sécurité en cas d'incendie pour l'extinction du feu. Cette procédure date de juillet 2008.  En cas d'auto-échauffement, la procédure a été mise à jour en 2024 et indique des seuils à partir desquels des actions sont réalisées afin de faire baisser la température.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Vérification des mises à la terre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25 octobre 1999, article 12.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des mises à la terre
<b>Prescription contrôlée :</b>  La valeur des résistances de terre est périodiquement mesurée et doit être conforme aux normes en vigueur. Les interconnexions sont maintenues en bon état et vérifiées périodiquement. Tout défaut de "masse" ou de "terre" doit entraîner au franchissement du premier seuil de sécurité le déclenchement d'une alarme sonore ou visuelle, au franchissement du deuxième seuil de sécurité la mise à l'arrêt de ces installations. Tout incident ayant entraîné le dépassement du seuil d'alarme donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle du risque foudre. Dans ce rapport, l'équipotentialité a été contrôlée et les résistances de la masse qui ont été relevées sont conformes.

Néanmoins, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier l'existence d'un dispositif de détection de dépassement de seuil des résistances de mise à la terre.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de justifier de l'existence du dispositif de détection de dépassement de seuil de la résistance de mise à la terre qui doit comporter 2 seuils.  Si l'exploitant juge que cette prescription n'est pas adaptée, il lui appartient éventuellement de solliciter une demande de modification auprès du Préfet.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Bandes des transporteurs non propagatrices de flamme

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25 octobre 1999, article 7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bandes des
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les bandes des transporteurs [...] sont en matériaux difficilement propagateurs de flammes et antistatiques
<b>Constats :</b>  Durant la visite, l'inspection des installations classées a pu constater la présence d'une bande transporteuse non propagatrice de flammes sur le tapis de transilage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Contrôleurs de déport de bande

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25 octobre 1999, article 12.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôleurs de déport de bande
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les transporteurs à courroies, transporteurs à bandes, élévateurs, etc., doivent être munis de capteurs de déport de bandes. Ces capteurs doivent arrêter l'installation après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes. [...]
<b>Constats :</b>  Pour la visite du silo 4, l'exploitant a mis en marche le tapis de transilage. Il a ensuite testé le dispositif de détection de déport de bande situé au fond du silo, côté passerelle qui fonctionne correctement (arrêt du tapis en quelques secondes).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 5 : Asservissement des élévateurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25 octobre 1999, article 12.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Asservissement des élévateurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les élévateurs, transporteurs ou moteurs sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement. Ils sont asservis au fonctionnement de l'installation

et doivent être reliés à une alarme sonore et visuelle.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite de l'installation, par sondage l'asservissement de l'élévateur servant à l'évacuation des poussières a été testé. Lors d'une anomalie détectée sur la chaîne de transilage, l'élévateur s'arrête comme attendu.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Nettoyage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25 octobre 1999, article 12.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nettoyage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements. La quantité de poussières fines ne doit pas être supérieure à 50 g/m². [...]
<b>Constats :</b>  Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées a relevé la présence anormale de poussière sur les parois des cellules de stockage.  Selon les dires de l'exploitant, le nettoyage des parois des cellules a été réalisé il y a 3 ans avec une périodicité de 5 ans.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de procéder au nettoyage de l'ensemble des parois de ses cellules de stockage et de revoir sa périodicité de nettoyage.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois